



Le 28 septembre 2022.

Décision relative à la mise ne place d'une collecte annuelle de données environnementales

L'ARCEP a lancé une consultation publique, concernant la décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales. L'AFUTT qui travaille sur ce sujet depuis plus de quatre années, se félicite de cette initiative.

Le domaine de l'environnement est complexe à appréhender dans le secteur de l'IT. Le périmètre du numérique s'élargissant de jour en jour, son impact environnemental ne peut que croître : comment seront considérés les véhicules autonomes ? viendront-ils gonfler le poids de l'impact du numérique ? C'est pourquoi, il nous semble dangereux d'élargir sans fin le périmètre du numérique. Circonscrire les impacts du numérique à deux périmètres nous semblerait préférable : l'un traitant des terminaux au sens large, l'autre limité aux installations et équipements purement télécom (backbone, réseau de distribution, etc.) mais en observant toutes les facettes, c'est-à-dire sans oublier les composantes génie civil du FttH (installation et exploitation / maintenance) ou la surconsommation des box et décodeurs comme nous l'avons récemment mis en avant). L'oubli de certaines composantes du numérique dans son volet réseau, a pour conséquences d'augmenter artificiellement l'impact des terminaux. Il ne s'agit pas pour nous de minimiser cet impact, mais seulement de vouloir conserver toutes les composantes qui impactent l'environnement par l'activité directe des opérateurs ou à travers la sous-traitance.

C'est pourquoi, nous nous élevons en faux contre le chiffre de 79% de l'impact carbone dû aux terminaux, d'autres composantes du numérique ayant été oubliées ou minimisées. La mise en évidence des impacts constructions du génie civil, de la maintenance / exploitation des installations et des équipements, de la fabrication des fibres, de l'édification des bâtiments d'exploitation... modifieraient profondément ce pourcentage.

Réponses aux questions : « Enquête relative aux impacts environnementaux des fabricants de terminaux » :

Question 1 : s'agissant d'une nouvelle remontée d'information, le seuil de 10 M€ semble acceptable, il pourra être diminué dans l'avenir.

Question 2 : Pas de commentaire,

Question 3 : Nous proposons d'ajouter la conformité au « Règlement Européen 801/2013 « relatif aux exigences d'écoconception relatives à la consommation électrique en mode veille et en mode arrêt des équipements ménagers et de bureau électriques et électroniques ».

Question 4 : Pas de commentaire,

Question 5 : Pas de commentaire,

Question 6 : Pas de commentaire,

Réponses aux questions : « Enquête relative aux impacts environnementaux des opérateurs de centres de données » :

Question 7 : Le chiffre de 10 M€ semble trop haut, car de nombreux opérateurs de centres de données sont intégrés au sein de structures dont le métier premier n'est pas l'hébergement. Ce seuil risque de limiter les remontées d'informations aux seules grandes sociétés spécialisées dans l'hébergement. Ce seuil de 10 M€ s'applique-t-il aux chiffres d'affaires des entreprises ou à celui de l'hébergement ?

Question 8 : Il nous semblerait plus logique de demander la production des indicateurs, à toute société possédant plus d'une certaine surface de salles informatiques.

Question 9 : Certains centres de données sont de très petites tailles, il conviendrait de fixer une taille minimale des centres de données concernés par la collecte des informations, en équivalent nombre de baies ou en surface de planchers techniques par exemple. Le PUE semble également une information importante à collecter. Certains datacenters font bénéficier des institutions (piscines par exemple) des calories extraites, minimisant l'énergie fatale dépensée ; ce point devrait être intégré à la remontée d'information. La nature des systèmes de climatisation mis en œuvre pourrait également être une information pertinente.

Question 10 : Pas de commentaire,

Question 11 : La gestion de l'eau est en effet, une des problématiques des datacenters. Là encore, il convient de s'attacher à déterminer les pertes (évaporations, évacuations, ...) et la nature de la captation éventuelle de la ressource.

Question 12 : Pas de commentaire,

Réponses aux questions : « Enquête relative aux impacts environnementaux des opérateurs de communications électroniques » :

Question 13 : Les principaux opérateurs de communications électroniques sont soumis à l'obligation de déclaration RSE. Certains s'en acquittent de manière « minimale », oubliant de nombreuses composantes de leur impact environnemental particulièrement dans le scope 3. Il importerait que l'ARCEP veille à la bonne tenue des informations transmises. De plus les opérateurs d'infrastructures (dont les RIPs) ne semblent pas répondre à cette obligation. Tout ceci a pour effet de totalement minimiser certaines composantes très importantes de l'impact du numérique en France. La cohérence des données RSE devrait être observée par l'ARCEP, en veillant notamment que toutes les composantes y compris la sous-traitance soit intégrée au scope 3.

Par ailleurs, il ne semble pas que les opérateurs spécialisés en réseaux d'entreprises répondent à l'obligation. Pourtant les équipements mis en œuvre sont très énergivores et mériteraient d'être intégrés en totalité dans la remontée d'information.

Question 14 : Pas de commentaire,

Réponses aux questions : « Sur les futures collectes de données »

Question 15 : Comme indiqué plus haut, les opérateurs d'infrastructures, opérateurs commerciaux et opérateurs de services aux entreprises devraient faire part de leur impact RSE, par exemple sur les opérations de constructions, de maintenance et d'exploitation (notions trop fréquemment oubliées).

Question 16 : L'impact de la construction du réseau FttH national, son exploitation, sa maintenance préventive et curative, le raccordement de clients FttH, le décommissionnement du cuivre, ...

Question 17 : Pas de commentaire,